# Géorgie : bras de fer avec les États-Unis

**Description**

Le 23 mai, quatre sénateurs américains ont présenté au Congrès la loi sur la Mobilisation et le renforcement des options de la Géorgie pour renforcer la responsabilité, la résilience et l'indépendance (Mobilising and Enhancing Georgia's Options for Building Accountability, Resilience and Indépendance Act ou Megobari Act, « megobari » signifiant « ami » en géorgien) : ce texte prévoit des sanctions à l'encontre des responsables géorgiens, un réexamen de l'aide américaine au pays et une réévaluation des relations bilatérales.

Deux jours auparavant, le conseil politique du Rêve géorgien a accusé les États-Unis d'exercer un chantage sur la Géorgie pour que le pays "vende sa souveraineté » en échange de meilleures relations diplomatiques et économiques.

Cette collaboration renforcée avec les États-Unis permettrait une libéralisation des visas et un accord de libre-échange, des avancées qui seraient bénéfiques pour le pays. Pour cela, le gouvernement géorgien devrait renoncer à sa loi sur les agents de l'étranger et mettre fin à sa rhétorique anti-occidentale, revenant ainsi à une politique plus démocratique. Si ces conditions ne sont pas respectées, des sanctions pourraient être adoptées par les États-Unis.

Le gouvernement géorgien, lui, justifie sa loi par la volonté de lutter contre les ONG financées par des puissances étrangères, lesquelles inciteraient à des « tentatives de révolutions »: « *Le gouvernement géorgien ne joue pas. Nous adoptons la loi sur la transparence des ONG parce que nous ne voyons pas d'autre moyen d'apporter la paix dans ce pays. Cette loi n'est pas une monnaie d'échange pour nous, mais un moyen efficace de protéger la souveraineté de la Géorgie, et nous ne pouvons en aucun cas marchander la souveraineté du pays*. » Le Rêve géorgien s'enferre dans sa rhétorique, reprochant notamment aux États-Unis de ne pas avoir davantage investi dans l'économie géorgienne, empêché les ONG de délégitimer le gouvernement et fait de l'argument de l'adhésion à l'Union européenne un moyen de pression. Sans cela, cette loi n'aurait jamais vu le jour, prétend le parti.

**Sources** : *Civil.ge, Tavisupleba, Mtavari TV*.

**date créée**
26/05/2024
**Champs de Méta**
**Auteur-article :** Eliot Khubulov